



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Incoherences-liberales>

Incohérences libérales

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 848 - août-septembre 1986 -

Date de mise en ligne : mercredi 24 juin 2009

Date de parution : août 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le credo du libéralisme : liberté, initiative, responsabilité. La liberté ? Essentiellement : celle, propre aux détenteurs des moyens de production et de distribution, aux professionnels indépendants prestataires de service, d'exploiter autrui, son travail, ses besoins, à travers prix et profits, l'Etat complice. Responsabilité ? Une viande creuse. Sécurité, garanties, assurances, contrats ont pour rôle de l'écluser. Et quand il s'agit de payer, d'indemniser, de confesser ses torts, d'en endosser les conséquences, de porter le chapeau, c'est le sauve-qui-peut. Quant à l'initiative, elle se manifeste plus souvent au niveau des personnels salariés, quel que soit le régime ; et puis, l'initiative au service de quoi : du seul profit, du gaspillage ou de l'utilité pour le plus grand nombre ? That is the question.

Politique étrangère reaganienne : Elle tend à imposer aux Nations le système libéral américain de répartition des richesses. Agacés par les succès grandissants de l'économie socialiste soviétique, inquiètes des perspectives du nouveau Plan, les équipes reaganiennes cherchent, par le biais d'une course aux armements sans précédents quant à son ampleur, à en freiner l'expansion voire, à lui imposer la lourde charge d'une guerre qui détruirait son énorme potentiel industriel. La stratégie américaine vise ainsi à compromettre le développement économique, social et culturel de l'Union soviétique. Elle consiste, pour l'essentiel, à multiplier les provocations dans les zones sensibles afin de tenir en alerte permanente ses forces armées. Elle contraint l'adversaire à entretenir une défense de plus en plus coûteuse. Celle-ci absorbe, au détriment de la production sociale, encore insuffisante pour un temps, une importante partie des ressources et de l'emploi.

Parallèlement, une propagande désinformatrice s'acharne à ruiner les efforts en faveur de la Paix, en prêtant aux Soviétiques des visées agressives, hypothèse d'écologie dont les médias font leurs choux gras, alors que l'amélioration des conditions et genres de vie de la population, objectif devenu prioritaire, postule la paix à tout prix.

Un tel objectif a de quoi rendre inquiètes les têtes pensantes du libéralisme reaganien, l'exemple venu de SATAN risquant de faire tache d'huile dans l'aire surprotégée du capitalisme libéral et de conduire les victimes du profit à se révolter contre l'injustice et l'insécurité.

Un million de dollars pour une commode Louis XV : mais une nuée de sous-clochards gitant dans le métro de New York. Le reaganisme n'a fait qu'accentuer les inégalités. Il conduit aux antipodes des idéaux qui servent de paravent à la théologie du capitalisme.

Quant à l'origine des fortunes, bien peu semblent s'en soucier, chacun se bornant à s'extasier sur des « réussites » auxquelles seul l'argent sert de critère. Celle d'un MARCOS, faite de pots de vin, de détournements d'aides, ne doit certes rien ni à la création, ni à la responsabilité, ni à l'initiative si ce n'est d'avoir saigné son peuple qui, aujourd'hui, réclame, à juste raison, le retour au Trésor public, de 3 milliards de dollars embarqués par l'ex-dictateur.

Liberté des loyers, liberté des prix : Labos, médecins et pharmaciens haut les coeurs ! Inconditionnels du libéralisme, fidèles supporters de l'ex-opposition, ils n'ont pas tout oublié. Question de se serrer la ceinture, de connaître « la douleur et les larmes », l'usager et le consommateur n'ont encore rien vu.

L'Europe des Stocks. Productions en hausse. Marchés plus étroits. La gestion des marchés devient celle des stocks : stocks de viande, de céréales, de produits laitiers, nonobstant des montagnes de produits industriels en mai de clients. Les paysans se ruinent à bien produire. Leurs efforts ne leur rapportent que des déboires. L'entrée de l'Espagne et du Portugal ne va rien arranger. Si les cours s'effondrent au niveau des producteurs, ils tendent à grimper, en revanche, chez le boucher, le charcutier, boulanger et pâtisseries, qui se remplissent la poche. Le rachat, pour la C.E.E. des excédents, coûte une fortune au contribuable. Du moins les fonctionnaires bruxellois ont-ils du pain sur la planche et font-ils ce qu'ils peuvent pour que l'Europe ne sombre pas. 1 % de majoration pour la TVA, à se

borne leur imagination pour assurer les fins de mois d'une organisation qui prÃ©fÃ©re dÃ©jÃ plus de 5 000 milliards de centimes sur le seul contribuable franÃ§ais.

DÃ©valuation : les paysans dindons : La gent des spÃ©culateurs boursiers trouve toujours de nobles prÃ©textes pour justifier ses mauvais coups. Ce que les producteurs ont gagnÃ© en matiÃ©re de prix, les coÃ»ts n'en feront qu'une bouchÃ©e : engrais amÃ©ricains, hormones de Suisse et des Pays-Bas, tracteurs allemands et amÃ©ricains avec leurs rechanges, la note sera salÃ©e. Mais la dÃ©valuation reste sans effet sur la marchÃ© noire de l'abondance, seule coupable de la chute des prix et que le progrÃ©s ne cesse d'encourager.

On en revient donc Ã l'Etat-providence, Ã l'agriculture assistÃ©e, tout le contraire de ce libÃ©ralisme dont la droite persiste Ã psalmodier l'Ã©loge. Cependant la Providence n'a qu'une besace d'oÃ¹ sortir ses prÃ©sents ; la poche des consommateurs salariÃ©s, retraitÃ©s, chÃªmeurs et allocataires, poche dans laquelle elle puise sans vergogne.

DÃ©valuer favorise, dit-on, les exportations ? CommentÃ©ons dÃ©jÃ par rÃ©duire les importations seulement commandÃ©es par le profit et qui condamnent au chÃªmage les personnels des entreprises concurrentÃ©es. D'autre part, les exportations vident un pays du meilleur de sa production a seule fin d'enrichir les propriÃ©taires et dirigeant des entreprises exportatrices. Celles-ci nÃ©gligent ainsi le marchÃ© intÃ©rieur jugÃ© moins intÃ©ressant que la clientÃ©le fortunÃ©e des pays Ã haut revenu. L'emploi a bon dos pour justifier une dÃ©valuation. Etalon de mesure, la monnaie ne devrait pas Ãªtre livrÃ©e aux caprices des spÃ©culateurs.

LÃ©gitimation de l'intÃ©rÃªt : Le crÃ©dit bancaire n'est pas toujours une simple mobilisation de dÃ©pÃ´t d'Ã©pargnants qu'il est juste de rÃ©munÃ©rer. Il comporte souvent une part de crÃ©ation monÃ©taire que les banques ont accoutumÃ© de rÃ©munÃ©rer comme si elle prÃ©venait d'une Ã©pargne, alors que les frais de gestion sont, ici, sensiblement les mÃªmes qu'il s'agisse d'un crÃ©dit de 10 millions ou d'un crÃ©dit de 10 000 F. Ainsi engrangent-elles des sommes considÃ©rables auprÃ©s de l'ensemble de leurs emprunteurs que des lobbies poussent Ã la dÃ©pense. Le montant de ces intÃ©rÃªts reprÃ©sente une part non nÃ©gligeable des charges qui, Ã travers les coÃ»ts, pÃ©sent sur les prix, il serait de bonne politique d'Ãªter au prÃ©fÃ©rÃ©ment bancaire, son caractÃ©re aberrant et injustifiÃ© tenant Ã sa proportionnalitÃ©.